

CONSEIL DES COMMISSAIRES COUNCIL OF COMMISSIONERS

Procès-verbal d'une séance extraordinaire du Conseil des commissaires de la Commission scolaire Riverside tenue au centre administratif situé au 7525 chemin de Chambly, St-Hubert (Québec), le 19 mai 2020.

Minutes of the proceedings of a **special** session of the Council of Commissioners for Riverside School Board held at the Administration Centre located at 7525, chemin de Chambly, St-Hubert (Québec), on May 19, 2020.

Le secrétaire général a confirmé qu'il y avait quorum et le président a déclaré la séance ouverte à 20 h 39.

The Secretary General established that quorum was met and the Chair called the meeting to order at 8:39 p.m.

COMMISSAIRES PRÉSENTS / COMMISSIONERS PRESENT

Par vidéoconférence/By videoconference:

D. Lamoureux C. Horrell
L. Llewelyn Cuffling A. Mazur
H. Dumont G. Giummarra
A. Capobianco Skipworth C. Craig
P. Booth Morrison D. Smith

Commissaires parents / Parent Commissioners

T. Aguiar C. Courtney P. Dionne

Ayant prévu leurs absences/Regrets:

M. Gour

D. Butler

P. Michaud (Commissaire parents/Parent Commissioner)

Absents/Absences:

Aussi présents

Sylvain Racette, directeur général

Lucie Roy, directrice générale adjointe et directrice de l'éducation des adultes et de la formation professionnelle John McLaren, secrétaire général

Michel Bergeron, directeur des ressources financières Jessica Saada, directrice par intérim des services éducatifs

Chantale Scroggins, directrice des services complémentaires

Pierre M. Gagnon, directeur des ressources matérielles Kim Barnes,

Also present

Sylvain Racette, Director General

Lucie Roy, Assistant Director General and Director of Adult and Continuing Education

John McLaren, Secretary General

Michel Bergeron, directeur des ressources financières Jessica Saada, Interim Director of Educational Services Chantale Scroggins, Director of Complementary Services

Pierre M. Gagnon, Director of Material Resources Kim Barnes, Director of Human Resources

Ayant prévu leurs absences :

Présence notée

Membres du public étaient présent.

Regrets:

Presence noted

Members of the public were present.

DÉCLARATION DU CONSEIL DES COMMISSAIRES

Nous aimerions commencer par reconnaître que nous nous réunissons aujourd'hui sur le territoire traditionnel non cédé de la nation mohawk

STATEMENT OF THE COUNCIL OF COMMISSIONERS

We would like to begin by acknowledging that the land on which we gather is the traditional unceded territory of the Mohawk people.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR :

ADOPTION OF THE AGENDA:

IL EST PROPOSÉ par le commissaire Horrell, IT IS MOVED by Commissioner Horrell, appuyé par la commissaire Dumont, que l'ordre seconded by Commissioner Dumont, that the du jour soit adopté et qu'une copie soit annexée agenda be adopted and that a copy be au procès-verbal de cette séance.

appended to the Minutes of this meeting.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

UNANIMOUS

QUESTIONS DU PUBLIC: 20 h 40

QUESTIONS FROM THE PUBLIC: 8:40 p.m.

Aucune

None

Résolution F256-20200519 ADOPTION DE LA POLITIQUE RÉPARTITION DES RESSOURCES

RESOLUTION F256-20200519 DE ADOPTION OF THE **POLICY** ON ALLOCATION OF RESOURCES

CONSIDÉRANT que la mai 2020 :

Politique de WHEREAS the Policy on Allocation of répartition des ressources a été reçue pour Resources was received for consultation fins de consultation du 21 mars 2020 au 19 which ran from March 21, 2020 to May 19, 2020;

CONSIDÉRANT aue le conseil des commissaires souhaite adopter la Politique de répartition des ressources ;

WHEREAS the Council of Commissioners wishes to adopt the Policy on Allocation of Resources:

IL EST PROPOSÉ par la commissaire Booth IT IS MOVED by Commissioner Booth Morrison, appuyé par le commissaire Mazur, que la Politique de répartition des ressources soit adoptée.

Morrison, seconded by Commissioner Mazur, that the Policy on Allocation of Resources be adopted.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

UNANIMOUS

Résolution HR575-20200519 DE ADOPTION STRUCTURE LA **ADMINISTRATIVE 2020-2021**

Resolution HR575-20200519 ADOPTION OF THE 2020-2021 **ADMINISTRATIVE STRUCTURE**

CONSIDÉRANT que la période de consultation requise selon les articles de la Politique de gestion des cadres et gérants en ce qui a trait à la structure administrative pour l'année scolaire 2020-2021 a dû être raccourcie par accord de toutes les parties en raison de la pandémie de la COVID-19;

WHEREAS the required period of consultation, as per the provisions of the Management Policy, with respect to the Administrative Structure for the 2020-2021 school year had to be shortened by agreement of all parties because of the COVID-19 pandemic:

CONSIDÉRANT que cette résolution a été révisée et appuyée par le comité des ressources humaines :

WHEREAS this resolution was reviewed and is supported by the Human Resources Committee:

IL EST PROPOSÉ par le commissaire Horrell. appuyé par la commissaire Capobianco Skipworth, que le conseil des commissaires approuve la structure administrative pour l'année scolaire 2020-2021 telle que présentée.

IT IS MOVED BY Commissioner Horrell. seconded by Commissioner Capobianco Skipworth. that Council the Commissioners approve the Administrative Structure for the 2020-2021 school year as presented.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

UNANIMOUS

Résolution HR576-20200519 DIRECTEUR POUR LE ÉDUCATIF

Resolution HR576-20200519 NOMINATION D'UNE DIRECTRICE / D'UN APPOINTMENT OF A DIRECTOR OF SERVICE EDUCATIONAL SERVICES

ressources humaines:

CONSIDÉRANT que cette résolution a été WHEREAS this resolution was reviewed and révisée et approuvée par le comité des is supported by the Human Resources Committee:

IL EST PROPOSÉ par la commissaire Dumont, appuyé par le commissaire Dionne, que Jessica Saada, soit nommée au poste de du 20 mai 2020.

IT IS MOVED by Commissioner Dumont. seconded by Commissioner Dionne, that Jessica Saada, be appointed to the position of directrice pour le service éducatif à compter Director of Educational Services effective May 20, 2020.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

UNANIMOUS

Résolution B752-20200519 NOMINATION D'UN PRÉSIDENT / D'UNE APPOINTMENT PRÉSIDENTE D'ÉLECTION

Resolution B752-20200519 OF A RETURNING OFFICER

ÉTANT DONNÉ que les prochaines élections scolaires auront lieu le 1er novembre 2020 :

WHEREAS the next general school board elections will be held on November 1, 2020;

les élections scolaires stipule que le directeur général de la commission scolaire est d'office le président d'élection et que s'il ne veut pas agir comme tel le Conseil des commissaires désignera une autre personne pour le remplacer:

ÉTANT DONNÉ que l'Article 22 de la Loi sur WHEREAS Article 22 of the Act Respecting School Elections stipulates that the Director General of the school board is the returning officer ex officio and that if he should not wish to act as such the Council of Commissioners shall appoint another person to replace him:

ÉTANT DONNÉ que le directeur général ne veut pas agir comme président d'élection pour assurer l'impartialité de la procédure ;

WHEREAS the Director General does not wish to serve as returning officer to ensure that the electoral process is without bias;

IL EST PROPOSÉ par la commissaire Smith. appuyé par la commissaire Dumont, que 25 mai 2020, président d'élection pour les élections scolaires qui se tiendront le 1er rémunération et des frais des membres du personnel électoral en vertu de la Loi électorale.

IT IS MOVED by Commissioner Smith seconded by Commissioner Dumont, that Alexandre Duclos soit nommé, à compter du Alexandre Duclos be appointed, effective May 25, 2020, as Returning Officer concerning the general school board elections to be held on novembre 2020, et que le taux horaire soit. November 1, 2020 and that the hourly rate be celui fixé par le règlement sur le tarif de la the one provided for in the regulation respecting the tariff of remuneration and expenses of election officers as adopted under the Election Act.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

UNANIMOUS

QUESTIONS DU PUBLIC: 20 h 46

QUESTIONS FROM THE PUBLIC: 8:46 p.m.

Aucune

None

LEVÉE DE LA SÉANCE :

CLOSING:

IL EST PROPOSÉ par la commissaire Dumont, appuyé par la commissaire Llewelyn Cuffling que la séance soit levée à 20 h 47.

IT IS MOVED by Commissioner Dumont, seconded by Commissioner Llewelyn Cuffling, at 8:47 p.m. that the meeting be closed.

DATE DE LA PROCHAINE SÉANCE DATE OF NEXT REGULAR MEETING: **ORDINAIRE:**

La prochaine réunion ordinaire du Conseil des The next Regular Meeting of the Council of commissaires aura lieu le 16 juin 2020.

Commissioners will take place June 16, 2020.

Dan Lamoureux, président / Chairman

John McLaren, secrétaire général / Secretary General



CONSEIL DES COMMISSAIRES COUNCIL OF COMMISSIONERS

AVIS PUBLIC

Avis est, par la présente, donné qu'une séance extraordinaire du Conseil des commissaires est convoquée, le tout, conformément à l'article 163 de la *Loi sur l'instruction publique*.

Cette séance extraordinaire aura lieu le mardi 19 mai 2020 à 20 h 30 au 7525 chemin de Chambly, Saint-Hubert, Québec.

LE TOUT CONFORMÉMENT à la Loi sur l'instruction publique.

ORDRE DU JOUR - SÉANCE EXTRAORDINAIRE

- Ouverture de la séance
- 2. Déclaration du Conseil des commissaires
- 3. Adoption de l'ordre du jour
- 4. Questions du public (30 minutes)
- 5. Résolutions
 - 5.1 Adoption de la Politique de répartition des ressources
 - 5.2 Adoption de la structure administrative
 - 5.3 Nomination d'une directrice / d'un directeur au services éducationnel
 - 5.4 Nomination d'une présidente / d'un président d'élection
- 6. Questions du public (20 minutes)
- 7. Clôture de séance
- 8. Date de la prochaine session ordinaire du Conseil : le mardi 26 mai 2020 à 19 h 30

Donné à Saint-Hubert (Québec) le 15 mai 2020

John McLaren, secrétaire général



CONSEIL DES COMMISSAIRES COUNCIL OF COMMISSIONERS

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that a **special** meeting of the Council of Commissioners is convened as per the requirement of article 163 of the *Education Act*.

This special meeting will be held on Tuesday, May 19, 2020 at 8:30 p.m. at 7525, chemin de Chambly, Saint-Hubert, Québec.

In accordance with the Education Act.

DRAFT AGENDA - SPECIAL MEETING

- 1. Call to Order and Quorum
- 2. Statement of the Council of Commissioners
- 3. Adoption of the Agenda
- 4. Questions from the Public (30 minutes)
- 5. Resolution
 - 5.1. Adoption of the Policy on Allocation of Resources
 - 5.2. Adoption of the Administrative Structure
 - 5.3. Appointment of a Director of Educational Services
 - 5.4. Appointment of a Returning Officer
- 6. Questions from the Public (20 minutes)
- 7. Close of Meeting
- 8. Date of Next Regular Meeting: Tuesday, May 26, 2019 at 7:30 p.m.

Given at Saint-Hubert, Québec, on May 15, 2020.

John McLaren, Secretary General



Policy Name:	Policy on Allocation of Resources
Policy Number:	F256-20200519 replacing policy number F218-180619
Date Received at Executive:	March 10, 2020
Date Received at Council:	March 17, 2020
Consultation Period:	March 21, 2020 to May 19, 2020
Date Approved by Council:	May 19, 2020

1.0 Pertinent Legislation

Québec Education Act (Chapter I-13.3) updated to February 1, 2020

- 95. The governing board is responsible for adopting the school's annual budget proposed by the principal, and shall submit the budget to the school board for approval.
- 96.24 The principal shall prepare the annual budget of the school, submit it to the governing board for adoption, administer the budget and render an account thereof to the governing board.

The budget must maintain a balance between expenditures, on the one hand, and the financial resources allocated to the school by the school board and the school's own revenues, on the other.

The approved school budget shall constitute separate appropriations within the school board's budget, and the expenditures for that school shall be charged to those appropriations.

At the end of every fiscal year, the school's surpluses shall be transferred to the school board. However, the school board may, for the following fiscal year, credit all or part of the surpluses to the school or another educational institution if the resource allocation committee established under section 193.2 recommends it and the council of commissioners implements that recommendation. If the council of commissioners fails to implement the recommendation, it must give reasons for its decision at the meeting at which the recommendation is rejected.

275. After consulting with the governing boards and the parents' committee and taking into account the recommendations of the resource allocation committee under the fourth



paragraph of section 193.3, the school board shall establish objectives and principles governing the allocation of its revenues.

275.1 The school board shall determine the allocation of its revenues for every school year taking into account the recommendations of the resource allocation committee under the fourth paragraph of section 193.3.

The allocation must be carried out in an equitable manner and reflect the needs expressed by the educational institutions, the social and economic disparities they must deal with, the school board's commitment-to-success plan and the educational projects of its schools and centres.

The allocation must include amounts for the operation of the governing boards and amounts to meet the needs of the school board, its educational institutions and its committees.

2.0 Principles

2.1. General Principles

- 2.1.1. A balanced budget should be achieved and reflected in all financial decisions for each and every administrative unit.
- 2.1.2. The School Board is committed to openness in its model of allocation of resources.
- 2.1.3. Autonomy and accountability are subject to the respect of legislation, policies, collective agreements and internal rules of procedures.
- 2.1.4. The School Board shall decide which activities will be managed centrally or decentralized to schools or centres; it will also determine supplementary or specific allocations if need be.
- 2.1.5. Some of the resources allocated to schools are managed centrally. The School Board will keep the financial resources to cover those activities. Ex. employee salary mass and building maintenance.

2.2. Principles Specific to Schools or Centres

- 2.2.1. After reviewing the annual recommendation of the Resource Allocation Committee, the Council of Commissioners adopts, in accordance with article 193.3 of the Education Act, the model for the allocation of resources to schools or centres.
- 2.2.2. The allocation of financial resources amongst the Board's schools is primarily based on common norms and takes into consideration the student population of the schools



(number and characteristics), their needs and the socioeconomic factor of the school.

- 2.2.3. A school that wants to introduce changes to local programs, as a result of a modification to or adoption of the school's educational project, cannot expect an increase in the staffing allocated to the school by the School Board. Changes to programs are also subject to approval by the School Board to ensure adherence to the basic school regulation and the ability of the School Board to absorb any resulting excess in personnel.
- 2.2.4. A school that wants to carry out building improvements or modifications must always obtain the prior approval of the Material Resources Department, even though they are financing the project. Self-financed projects must include the maintenance cost for the entire life cycle of the project, including its dismantling, when applicable.
- 2.2.5. Revenues generated by school or centre activities will be used for its student community. These school revenues are not taken into account in the distribution of resources to schools.
- 2.2.6. Self-financing must be assured for specific activities such as daycare services, noonhour supervision, meals served in schools, the Board's summer school, rental of facilities and all extracurricular activities.
- 2.2.7. After reviewing the annual recommendation of the Resource Allocation Committee, the School Board reserves, in accordance with article 193.4 of the Education Act, the right to limit the size of the cumulative surpluses that can be carried over to the subsequent year and the length of time that these surpluses could be carried over. The intent is to encourage schools to use current available funds to serve current clientele as a general rule.
- 2.2.8. Any deficit will be carried over and will become the first expense in the following budgetary year for that school or centre. A recovery plan will be requested if the situation requires it. However, a deficit representing 20% or more of a school's budget must be the object of a recovery plan, which may be spread out over a two-year period. However, if the deficit represents 30% or more of a school's budget, then it may be spread out over a three-year period.
- 2.2.9. The financial resources of the Special Destination Fund are managed at the school and centre's level.

Any surplus in the Special Destination Fund will be carried over in the school or centre's budget. However, a school or centre should avoid creating surpluses in the



- Special Destination Fund unless these financial resources are tied to a specific project, which has been approved by the Governing Board.
- 2.2.10. The transferability of financial resources from one budget item to another is permissible with the following exceptions: capital allocations cannot be used for operational expenses and specific allocations and/or supplementary allocations should be used for the purpose for which they were allocated.
- 2.2.11. Certain regional activities may also be financed by contributions from schools and centres (users will be charged).

2.3. Principles Specific to the School Board and Board Committees

- 2.3.1. The allocation of resources for administrative services as well as committees is a function of the services or activities, which they provide, namely:
 - 2.3.1.1. Support to schools and centres.
 - 2.3.1.2. Services to schools and centres.
 - 2.3.1.3. Fulfill legal obligations and mandates.
- 2.3.2. School Board committees and departments' surpluses of allocations remaining at the end of a budgetary year will not be carried over to the next budgetary year, except for specific allocations as determined by ministry regulations.
- 2.3.3. Any deficit will be carried over and will become the first expense in the following budgetary year for that School Board and Board committees. A recovery plan will be requested if the situation requires it.
- 2.3.4. All revenues generated by an individual school, minus all costs associated with rental of space by that school, is divided between the school and the School Board as follows:
 - 2.3.4.1. 50% stays in the individual school's budget.
 - 2.3.4.2. The remaining 50% is divided in proportion of student enrollment amongst all schools.
 - 2.3.4.3. Any loss resulting from the rental of the space will be covered within the centralized budget.
 - 2.3.4.4. The product of the surplus distribution will be added to the operating budget of the schools.



3.0 OBJECTIVES

3.1. General Objectives

- 3.1.1. Ensure the equitable distribution of the School Board's resources in order to achieve maximum school success for all students.
- 3.1.2. Enable each administrative unit to fulfill its respective mandates and obligations within RSB's policies, guidelines and orientations.
- 3.1.3. Recognize and encourage local autonomy in the administration of human, material and financial resources in order to:
 - 3.1.3.1. Better respond to the local needs of each school or centre.
 - 3.1.3.2. Encourage innovation and creativity to ensure that the limited resources are put to the best use possible.

3.2. Objectives Specific to Schools and Centre.

- 3.2.1. Distribute financial resources, which will allow schools or centres to obtain the necessary goods and services enabling them to deliver their services to their students.
- 3.2.2. Ensure a fair and equitable distribution of resources taking into account social and economic disparities of schools and centres and of the clientele they serve, as well as their characteristics.

3.3. Objectives Specific to the School Board and Board Committees

- 3.3.1. Ensure that the School Board and its committees have sufficient resources to carry out their mandates and provide adequate support to schools and centres.
- 3.3.2. Avoid the transfer of high-risk responsibilities to schools and centres by maintaining centralized financial resources.
- 3.3.3. Ensure that the School Board has sufficient resources to manage its employer role in respecting the working conditions for all employees.
- 3.3.4. Ensure that the School Board has sufficient resources to maintain its buildings and properties in good condition and to ensure safe and well-kept facilities for students.



4.0 CRITERIA AND METHOD OF ALLOCATION OF DECENTRALIZED RESOURCES

The School Board decentralizes budgets to cover each school's operational expenses and some capital expenses¹. Principals distribute their allocations according to the needs and priorities of their school's community. A school may not create permanent positions using the school's budget without the prior written authorisation of the Resource Allocation Committee. These allocations are as follows:

4.1. Operating Budget

- 4.1.1. <u>Base Allocations</u>: Amount per student and/or a base amount per school. Weighting of students according to recognized special needs category will be used.
 - 4.1.1.1. An allocation may be negative as a budget cutback measure.
 - 4.1.1.2. The Resource Allocation Committee may be introduced with additional allocations to cover specific or additional needs. The amount of those base allocations, per capita amounts and other operational allocations, is established yearly by the School Board in its internal budgetary rules.
- 4.1.2. <u>Supplementary Allocations</u>: Redistribution of grants received by the School Board from the MEES that are intended for students' needs. These allocations are granted for particular needs and should be used for those needs only. By March 30th, any allocations or grants that are not engaged in a concrete and realistic plan to be used before the end of the school year can be reallocated to another school that will be able to use them within that period.

4.2. Capital Budget

- 4.2.1. <u>Base Allocation</u>: Amount per student enrolled on September 30th of the previous year and/or a base amount per school. No operating expenses may be charged to capital allocations.
- 4.2.2. <u>Specific Allocations</u>: Non-transferable allocations received for specific purposes. Normally, these allocations require a financial contribution from the school, centre or School Board.
- 4.2.3. <u>Supplementary Allocations</u>: Allocations granted on request for particular needs.
- 4.2.4. The amount of those base allocations, specific allocations and supplementary allocations, is established yearly by the School Board in its internal budgetary rules.

¹ See Resources Allocation Matrix in Appendix 1.



4.3. Daycare Budget

- 4.3.1. Daycare operations are the responsibility of the school Principal.
- 4.3.2. The daycare and the School Board will share the MEES per capita according to their respective responsibilities.
- 4.3.3. Revenue from parents: Daycares must invoice parents according to the daycare regulations and the MEES budgetary rules. The daily rate for regular daycare remains the same regardless of the date of registration. Regular daycare is defined as attending a minimum of three (3) days per week, two (2) periods per day. The periods in a day are morning, noon and afternoon.
- 4.3.4. Each daycare contributes to an annual central fund to help finance long-term absenteeism and services to special needs students, which are over the granted allocation or other exceptional expenses agreed upon by the majority of elementary school Principals who have daycares to operate.

5.0 CRITERIA AND METHOD OF ALLOCATION OF CENTRALIZED RESOURCES

5.1 Human Resources in Schools

5.1.1 As the sole employer, Riverside School Board must ensure that all of its legal obligations are respected. In order to do so, it keeps the major part of its salary mass as a centralized operation. The centralized salary mass is comprised of salaries, security of employment, long-term substitution for all personnel and fringe benefits, salary insurance and CNESST.

Upon the recommendation of the Resource Allocation Committee, the Council of commissioners may centralize up to 15% of the decentralized measures in order to finance the leave of absence of any employee hired through these measures throughout the school board, or to finance positions centrally created to respond to the prescribed intent of these specific allocations. If the reserved centralized amount is insufficient to cover the actual costs, the difference will be paid by the school generating the expense. If there is a surplus by the end of March, it will be redistributed to the schools proportionally to their contribution.

- 5.1.2 Notwithstanding the above, the Principal is recognized as the immediate superior of all the school's personnel.
- 5.1.3 The number of administrators is established yearly by the Council of Commissioners when the School Board's administrative structure is adopted. The level of resources available is established so as to respond to the requirements of the Education Act



while respecting the Regulation concerning the employment conditions of management staff of school boards. Due to the regional disparity of the School Board and in an attempt to keep small schools open, the School Board reserves the right to assign a teaching Principal or to give administrative files to a Principal to complete its workload.

- 5.1.4 Teacher staffing plans are established for each school or centre in collaboration with the school or centre Principal. Initial planning begins in January for the following school year and is based on the projected student enrollment. Adjustments to teacher staffing plans are made prior to October 15th to reflect the actual enrollment. Teacher staffing plans for adult and vocational centres are based on courses offered.
- 5.1.5 Clerical and administrative support staff in schools is distributed according to the student population of the school at both Elementary and Secondary schools.
- 5.1.6 The staffing of Special Education Technicians and Attendants is based on the specialized needs of students with handicaps and students with social maladjustments or learning disabilities. Initial planning and allocation begins in April for the following school year based on projected placement of the students with special needs in collaboration with the school Principal and with the Complementary Services Department. Adjustments to allocation of services are made throughout the year depending on new developments.
- 5.1.7 Equitable distribution of services for all professionals is based on specific needs of the students.
- 5.1.8 The caretakers staffing plan of a school is based on the square footage of the school as well as its number of floors, the student population, their characteristics and if the school has a daycare.
- 5.1.9 Computer technicians and/or operators are available to serve schools on a request basis throughout the school year.

5.2 Expenses Related to Building Maintenance

- 5.2.1 Expenses for energy consumption, security and safety, as well as a major part of the general maintenance of buildings, are centralized. Costs associated with the closure, restructuring or opening of a school, including renovation, installation and moving costs, are also centralized.
- 5.2.2 The Community Learning Centres are part of Riverside School Board. As such, the maintenance of the space they use falls under the same principles as for any other room in Riverside School Board's buildings.



5.3 Professional Development for all Personnel

5.3.1 The budgets for professional development for all categories of personnel are established according to collective agreements or policy and are administered by parity committees. The balances remaining for each category of unionized personnel will be made available from one budgetary year to the next.

5.4 Board Orientation and New Programs

5.4.1 The School Board will support the coordination and implementation of the Board's Strategic Plan and/or MEES new programs.

5.5 Department Budgets and Human Resources at the Board Level

5.5.1 The staffing plan for each department is established and re-evaluated each year during budget preparation. Each department is allocated limited funds to cover its expenses: travel, materials, printing and other services required to fulfill its obligations.

5.6 Council of Commissioners

5.6.1 The maximum number of Commissioners as well as their maximum salary mass is established by decree. Other Council of Commissioners' expenses include travel, election expenses, if applicable, professional development and student and employee recognition events.

5.7 Building Improvements and/or Major Alterations (Capital Projects)

5.7.1 Based on MEES budgetary rules and assets management's frameworks, the Material Resources Department, in collaboration with school principals and centre directors, establish a five-year plan for capital projects which is reviewed annually. Projects are listed and prioritised by Riverside School Board according to the following rules:

Priority 1: Health, safety and legal requirements

Priority 2: Pedagogical needs

Priority 3: Building structure and electromechanical equipment

Priority 4: Interior modifications

5.8 Centralized Furniture, Equipment and Tools (Capital Budget)

5.8.1 Capital budget for furniture, equipment and tools will be distributed according to the following priorities:



- Upgrading administrative computers for schools and Board office departments
- Adult and Vocational respective allotments
- Board's share of costs for specific capital allocations that require it
- Special project as decided by the Board
- Distribution between schools of a base or a per capita amount established by the resource allocation committee.

5.9 GST and PST Refunds

5.9.1 GST and PST refunds for expenditures made as a result of fundraising in schools are returned in full to the schools.

6.0 CRITERIA FOR ALLOCATION OF RESOURCES TO ADULT AND VOCATIONAL CENTRES

- 6.1 The budgets of the Adult and Vocational sectors of Riverside School Board are decentralized and include salary mass as well as the costs of building operation and maintenance.
- Operating and capital subsidies include specific MEES grants, the Adult and Vocational share of equalization grants and the negative recurring adjustments from diminished expenses and the salary mass imposed by the MEES.
- 6.3 For a better equity between sectors and in order for the Adult and Vocational sector to contribute to the School Board's administrative structure costs, an annual charge on the previous year's total revenue will be applied against the equalization grant.
- Budgets submitted by the Centre's Governing Board or Centre's Directors must include all sources of revenue to which the Centre has access, including centre fees, registration fees, resale materials, as well as all activities financed by the MEES and by other sources.
- 6.5 The School Board reserves the right to limit the size of the cumulative surpluses that can be carried over to the subsequent year and the length of time that these surpluses could be carried over. The intent is to encourage centres to develop programs or use current available funds to serve current clientele as a general rule.
- Any deficit will be carried over and will become the first expense in the following budgetary year for that centre. A recovery plan may be requested if the situation requires it.



6.7 The transferability of financial resources from one budget item to another is permissible with the following exceptions: capital allocations cannot be used for operational expenses and specific allocations and/or supplementary allocations should be used for the purpose for which they were allocated.

7.0 CRITERIA FOR THE ALLOCATION OF RESOURCES TO SCHOOL BOARD COMMITTEES

7.1 School Board Committees:

School Board committees receive funds from the School Board for their normal operation. Any allocation that generates a surplus three (3) years in a row should be re-evaluated to better reflect the actual needs of the committee.

7.1.1 Governing Boards

- 7.1.1.1 Base amount per Governing Board, plus an amount per student registered in that school on September 30th of the previous school year. This budget will be handled through the school's operations.
- 7.1.1.2 Centres allocate to their Governing Board a base amount from their operating budget.

7.1.2 Parents' Committee

- 7.1.2.1 Base amount, plus an amount per school.
- 7.1.2.2 This budget will be handled through the School Board's operations.

7.1.3 Advisory Committee on Services for Handicapped Students and Students with Social Maladjustments or Learning Disabilities

- 7.1.3.1 Base amount.
- 7.1.3.2 This budget will be handled through the School Board's operations.

7.1.4 Student Advisory Committee

- 7.1.4.1 Base amount.
- 7.1.4.2 This budget will be handled through the School Board's operations.

7.2 Pertinent Legislation

7.2.1 Each of these committees must adopt a balanced budget and be accountable for its administration to the School Board.



- **7.2.2** Article 66 of the Education Act stipulates that the Governing Board's budget must maintain a balance between expenditures and the financial resources allocated to the Governing Board by the School Board.
- 7.2.3 Article 197 of the Education Act states that the Parents' Committee and Advisory Committee on Services for Handicapped Students and Students with Social Maladjustments or Learning Disabilities may have other sources of other revenues in their balanced budget.



APPENDIX 1

1.0 Introduction

Appendix 1 is a complement to the Policy on Allocation of Resources. The general orientations outlined in the Policy are not repeated and should be read in conjunction with this appendix. The appendix may be updated and reviewed annually by the Council of Commissioners. Please see official version on Riverside School Board's website.

2.0 Criteria and Method of Allocation of Resources

2.1. Human Resources

2.1.1. Elementary schools should have at least one full-time support staff. Additional support staff positions are granted according to the student population (unweighted). Enrollment must be maintained for a second year by September 30th.

Elementary Schools	
Up to 349	1 school secretary
350 - 549	1 school secretary +.5 support staff
550 +	1 school secretary + 1 support staff
Secondary Schools	
	RATIO 1:150 (students as of Sept. 30th)

- 2.1.2. Each school and centre is allocated a professional from Complementary Services who is the primary link between the School Board and the schools or centre.
- 2.1.3. The allotment for the positions of principal, vice-principal and administrative services supervisor (for high schools) is based on the following criteria namely: the number of school staff, the number of regional programs and the Socio-economic Environment Index (SEI).



2.1.4. A vice-principal position is granted according to the number of school staff, regional programs and Socio-economic Environment Index (SEI)

2.2. Material Resources

2.2.1. Schools, centres and the School Board are responsible for covering their expenses from their budgetary allocation according to the Resources Allocation Matrix attached.



Resources Allocation Matrix

Expenses	Decentralized Operating	Centralized		
		Operating	Capital	Comments
	budget	budget	budget	
Activities - Cultural, social and athletic	♦			
- Transportation for cultural, social and athletic activities	•			
Audio-visual - Maintenance of equipment and materials	•			
Building - Burglar alarm system - maintenance		*		
- Fire alarm system - maintenance		*		
- Permanent floor covering maintenance		*		
- Cleaning materials	*			
- Maintenance - Electrical distribution equipment		*		
- Maintenance - HVAC systems		*		
- Maintenance services		*		Such as exterminator services.
- Service contract for garbage removal, snow removal	_			
and grass maintenance over the Board's contract	•			
- Service contracts for the baseline garbage removal,		_		
snow removal and grass maintenance		•		
- Service contracts for recycling		*		Some municipalities are taking care of this free of charge, others
				are charging the schools and centres. To avoid a disparity of
				treatment, the administration office is going to take care of these
				charges and redistribute their costs to all schools and centres.
- Minor modifications to school decided on by the principal				Items with a long-term life span and depreciation value (i.e. items,
				which due to their nature, will be used for more than one year and
	•			for which the cost will be higher than \$1,000) must be reviewed
				with the Board.
Cafeteria - Maintenance of equipment attached to the building				
		•		Grease interceptors, exhaust hoods, water heater.
- Operation and kitchen contact	*			
- Purchase of equipment attached to the building				Items with a long-term life span and depreciation value (i.e. items,
			•	which due to their nature, will be used for more than one year and
			•	for which the cost will be higher than \$1,000) must be reviewed
				with the Board.
Casual help	•		-	
Communications (including telephone and postage)	•		-	
Computers - Maintenance materials	*			
- Materials and software	•		-	
- Administration personnel			•	



 Pedagogical personnel 	•		

Expenses	Decentralized	Centralized		
	Operating budget	Operating budget	Capital budget	Comments
Corporate expenses		*		Corporate expenses include audit fees, legal fees, insurance, association costs, upkeep of archives, communication with personnel, taxpayers, parents, rental of facilities for schools and the School Board's administrative centre, transportation, corporate computerized applications, private school fees for special needs students, tax collection and payroll.
Council of Commissioners' salaries and expenses		*		
Daycare related expenses	*			
Employee recognition	•			
Governing Board operations	•			
Gymnasium - Equipment attached to building			•	Items with a long-term life span and depreciation value (i.e. items, which due to their nature, will be used for more than one year and for which the cost will be higher than \$1,000) must be reviewed with the Board.
- Furniture and other equipment	•			Items with a long-term life span and depreciation value (i.e. items, which due to their nature, will be used for more than one year and for which the cost will be higher than \$1,000) must be reviewed with the Board.
- Maintenance equipment attached to building		*		Motorized baskets for basketball.
- Maintenance of furniture and other equipment	•			
Health and safety - Materials and services	*			
Intercom system - Maintenance		*		
Interest on late payments, NSF charges as well as recovering fees on accounts receivable	+			
Kindergarten - Monitoring of students for 90 minutes a week	+			
Laboratory - Maintenance of equipment attached to building		•		Fume hoods, neutralization basin, environmental chambers, freezers, refrigerators, ice makers, water softeners, de-ionizer, acid dilution system, compressed air, water distillation systems or sterilizers, etc.
- Maintenance of other equipment	*			Refrigerators, water softeners, etc.
- Materials and disposal of these materials	•			,



Expenses	Decentralized	Decentralized Centralized		
	Operating budget	Operating budget	Capital budget	Comments
Laboratory - Purchase of equipment attached to building			*	Fume hoods, neutralization basin, environmental chambers, freezers, refrigerators, ice makers, water softeners, de-ionizer, acid dilution system, compressed air, water distillation systems or sterilizers, etc.
- Purchase of other equipment	•			Refrigerators, water softeners, etc.
Laboratory apparatus - Purchase, maintenance and replacement	•			
Lease of facilities	•	*		
Library books	•			
Locks and hardware - key cutting and re-keying of functionally good locks	•			
Office materials and services	•			
Painting of interior finishes	•			
Photocopier - Rental and maintenance	*			
Playground- Lineage maintenance	*			
Playground structure - Purchase and maintenance	*			
Rental of facilities	*	*		
Replacement of stolen articles	*			
Salary mass - Adult and Vocational sectors	•			Salary mass includes salaries, security of employment, long-term substitution for all personnel, fringe benefits, salary insurance and CNESST.
Salary mass - General Education		•		Salary mass includes salaries, security of employment, long-term substitution for all personnel, fringe benefits, salary insurance and CNESST.
School projects decided on by the Principal	•			Items with a long-term life span and depreciation value (i.e. items, which due to their nature, will be used for more than one year and for which the cost will be higher than \$1,000) must be reviewed with the Board.
Security guards	*			
Short-term replacement for other personnel	•			
Short-term substitution for teachers for educational purposes	*			
Short-term substitution for teachers for special leave days	•			
Shrubs and flowers - Planting and maintenance	*			
Staff - Over baseline	•			
Substitution for subject co-ordinators	•			
Teachers - Educational leaves	•			Code 33.
- Emergency substitution cost	•			



	Decentralized			
Expenses	Operating	Operating	Capital	Comments
	budget	budget	budget	
Teaching materials	◆			
Technology supporting special needs			•	
Tools and textbooks - Existing program	*			
- New program or new class			*	
Travel expenses for school personnel	•			
Trees - Planting and maintenance		•		Planting required by by-laws and regulations.